

Cantines scolaires de Grenoble :

LETTRE OUVERTE aux PARENTS

La mairie trahit ses engagements

suite aux mouvement de grève de la cuisine centrale en juin/juillet 2017, les fausses informations de la mairie avaient conduits les grévistes à adresser une lettre ouverte aux parents. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Rappel des raisons du conflit, nous avons 3 revendications principales :

- *Emploi* : les manques d'effectifs suite à l'augmentation massive de la charge de travail et les 30% d'emplois précaires. **Les élus s'étaient engagés à titulariser 5 collègues précaires.**
- *Les locaux trop exigus et les machines obsolètes* : **la mairie s'était engagée sur un projet d'agrandissement des locaux et le renouvellement de machines.**
- *Un management délétère* : **les élus avaient accepté de nous rencontrer au 3ème trimestre 2017.**

6 mois se sont écoulés depuis ce conflit. Force est de constater que la mairie de Grenoble n'a pas avancé, voire elle ne respecte même pas ses engagements. Et cela s'aggrave sur certains dossiers. Où en est la situation ?

Emploi, à ce jour seuls 2 précaires ont été titularisés sur les 5 qui étaient promis. La situation ne s'est pas améliorée car il y a eu plusieurs départs de titulaires ces derniers mois et ils sont remplacés par des salariés en CDD. **Nous avons un sentiment de trahison de la parole donnée.**

Locaux et machines, disparition du projet d'agrandissement des locaux, la mairie évoque une nouvelle idée : délocaliser les repas des personnes âgées : où ? Pour quel service rendu ? Et à quel prix pour les usagés ? Recentrer la production de la cuisine sur les cantines scolaires ? Que deviennent les crèches et les centres aérés ? Rappelons que nos locaux ont été construits pour 8000 repas/jour et que nous en produisons 12000. **Faudra-t-il un accident sanitaire ou humain pour que nos élus prennent leurs responsabilités ?**

Concernant les machines obsolètes, on nous promet un seul remplacement. Rien d'autre, si ce n'est des recommandations ergonomiques. Comme si le problème venait de nous !!!

Management, la répression en guise de dialogue social, voilà ce qui est mis en place.

L'équipe des chauffeurs livreurs des repas, une équipe jusqu'alors unie et solidaire, est la cible de notre direction. Celle-ci a usé de diverses méthodes de déstabilisation, résultats : 4 chauffeurs sur 6 sont en arrêt maladie.

Le dernier d'entre eux, chauffeur depuis 30 ans vient d'être déplacé arbitrairement sur un nouveau poste de travail, à la plonge. La mairie invoque une insuffisance médicale, alors que toutes les analyses médicales, l'aptitude au poste confirmée par le médecin du travail, les autorisations préfectorales, etc... attestent que notre collègue est parfaitement habilité à la conduite d'un véhicule de livraison des repas.

En réalité, il s'agit d'une décision politique visant à sanctionner un salarié particulièrement engagé dans la lutte de la cuisine centrale. Lors de sa prise de poste, lundi 13 novembre, notre collègue était très affecté par l'injustice de cette nouvelle affectation. Il a fait un malaise sur son nouveau poste et est en arrêt de travail depuis.

Nous réclamons la réintégration immédiate de notre collègue sur son poste de chauffeur

Nous sommes profondément choqués car la mairie de Grenoble agit en patron autoritaire, promoteur des restrictions des services rendus aux usagés. Nous pensions que le dialogue était possible, nous constatons qu'il n'en n'est rien.

Nous vous informons par la présente que nous devons reprendre la lutte et agir par la grève si nous ne sommes pas entendus. La mairie ne nous laisse pas le choix.

